Dissuasion nucléaire. « Un soi-disant consensus national »



EDF va contribuer à la dissuasion nucléaire. Ici, en Indre et Loire, la centrale nucléaire de Chinon. Photo d'illustration.

Jérôme Fouquet, Ouest-France

Daniel Gouriou (Finistère)■

Ces derniers jours, nous apprenons qu'EDF va contribuer à la dissuasion nucléaire : l'entreprise va devenir un industriel de la Défense. La centrale nucléaire de Civaux (Vienne) va produire du tritium, gaz indispensable aux armes nucléaires et devenir un site nucléaire militaire. Nous apprenons aussi que l'argent des livrets A pourrait financer les industries de la Défense, donc les armes nucléaires, et qu'une nouvelle loi sur la gouvernance de la sûreté nucléaire a été votée.

Le ministre des Armées se dit confiant dans le consensus national qui existerait autour de la dissuasion nucléaire bien qu'aucune consultation des Français n'ait jamais eu lieu sur le sujet. Il considère que les décisions prises reçoivent l'approbation des Français. Pourtant, plusieurs aspects interrogent : l'efficacité, la moralité, le risque d'accident et le coût des armes nucléaires.

Pour ce qui concerne l'efficacité de la dissuasion nucléaire, on peut rappeler un extrait des mémoires de l'ancien président de la République, M. Giscard d'Estaing. Il raconte que, lors d'un exercice militaire dont le thème était l'envahissement de l'Allemagne par des troupes soviétiques, il n'a pas

autorisé l'utilisation d'armes nucléaires demandée par le commandement militaire. Il a considéré que la réplique russe entraînerait une escalade et, à terme, conduirait à la destruction de la France. On peut se poser des questions sur l'utilité de la dissuasion nucléaire [...] en cas d'une attaque classique telle que celle effectuée en Ukraine par la Russie. [...].

Pour ce qui est de l'aspect moral, la dissuasion nucléaire consiste à brandir la menace de faire exploser des bombes atomiques, c'est-à-dire d'exterminer des centaines de milliers de civils, voire des millions avec le risque d'entraîner la quasi-destruction de l'humanité. [...]

Pour ce qui concerne la sûreté nucléaire, toute installation nucléaire présente des risques d'accident qui sont maîtrisés sur la base de scénarios d'accident identifiés. [...] Mais, les conséquences du dérèglement climatique peuvent conduire à des scénarios d'accidents non étudiés.

[...] Les experts de la sûreté nuclé- aire de l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) vont être scindés en deux parties, civile et Défense. Cette dernière va dépendre du ministère des Armées. Dans le cas de conflit entre les objectifs opérationnels et les exigences de sûreté, on peut craindre que les aspects opérationnels soient privilégiés et la sûreté nucléaire dégradée. [...]

Enfin, le coût de la dissuasion nucléaire : plus de 6 milliards d'euros sont prévus au budget 2024 et 54 milliards au titre de la loi de programmation militaire 2024-2030.

Sachant que les coûts finaux sont toujours supérieurs aux prévisions, le coût de la dissuasion nucléaire devient vertigineux. La dissuasion nucléaire [...] ne peut être justifiée par un soi-disant consensus national. Elle devrait faire l'objet d'une approbation explicite par les Français.

De plus, la seule menace existentielle avérée pour l'humanité est le dérèglement climatique qui, lui ne peut être « dissuadé ».

Un débat public transparent devrait être organisé pour déterminer comment y faire face et consulter les Français sur les solutions envisagées afin d'obtenir sinon un consensus, au moins une validation démo- cratique.